

La Lettre de Madagascar n°5 : Le choix des armes

Jeudi, 01 Avril 2010 05:58 - Mis à jour Mardi, 13 Avril 2010 05:13

KEN MCCOY E-mail: kcc@madagascar-press.com N°01 41 81 2010

La Lettre de Madagascar
 **n°5**
du 29 mars 2010

La Lettre de Madagascar

LE CHOIX DES ARMES

Plus le mois de juin approche et plus s'installe dans tous les camps, une inquiétude sourde qui tiendrait à faire croire que tout le monde a de plus en plus peur d'une confrontation au suffrage universel. Tant du côté du pouvoir que celui dit « opposition », on a des papillons dans le ventre. Les causes en sont multiples.

Les partis politiques, les associations et mouvements ne manquent pas à Madagascar, cependant les candidats capables de rentrer en lice ne se bousculent pas au portillon. Il faut avouer qu'il est nettement plus facile d'être ténor d'une mouvance décidée au Carlton que Député d'une Assemblée même Constituante.

L'argent pour assurer une bonne campagne manque à plusieurs candidats qui souhaiteraient se voir doter d'une immunité parlementaire qui se paie cher. Le budget moyen selon les districts et il y en a 119 étant d'environ 20 millions d'ariary. Et lorsque nous disons moyen, on s'entend bien, car un zébu coûte environ 300.000 AR. Pour 10 zébus, c'est-à-dire 1 à offrir tous les 3 jours, on investit 3.000.000 AR.. Or pour éviter que les électeurs vous quittent, il faudrait pour tout le moins, doubler la mise autrement dit 6.000.000 AR., lorsque vous ajoutez à cela le riz, le carburant, la location des véhicules, les affiches etc. à moins de 15 millions d'ariary, un candidat ne ferait que de la pure figuration. C'est dire que seuls les forts vont survivre car à moins de 30 millions d'ariary, ce ne sera même pas la peine d'y penser surtout dans les districts des grandes villes. On a peur de ne pas disposer des moyens adéquats, on a peur de se ridiculiser et l'économie marchant mal, les sponsors se font rares.

Il existe un autre souci qui vient du fait que plusieurs Chefs de partis qui espéraient que la chaîne des élections débute par les présidentielles pour dépenser leur argent pour leur propre besoin, se trouvent dans l'obligation de contribuer au financement des campagnes des députés sur qui compter demain et par voie de conséquence leurs trésors de guerre vont prendre un sacré coup.

Il existe bien d'autres raisons et non des moindres mais celle qui nous paraît la plus évidente est le fait de ne disposer d'aucune assise politique dans son district où on veut s'offrir une victoire. On se lance ou on ne se lance pas il va falloir choisir les armes et surtout les bonnes pour convaincre.

Dans cette grisaille, on comprend que les uns et les autres deviennent les avocats défenseurs d'une Conférence Nationale qui elle est à la charge de l'Etat. Cette fièvre qui gagne les concurrents, n'épargne pas l'Etat lui-même qui risquerait maintenant que tout est acquis de se trouver une raison nouvelle ex : la saison des pluies pour reporter cet important scrutin aux calendes grecques.

Cependant toutes choses étant égales par ailleurs, si les mêmes causes produisent les mêmes effets, c'est parce que la surprise attend tout le monde. Pendant ce temps : Sans Assemblée Nationale, il n'y aura jamais de reconnaissance internationale et sans reconnaissance internationale surtout dans la menace des sanctions, la 4ème République risquerait de ne pas être pour Juin.

Que ça passe ou ça casse ! Il va falloir aller aux urnes ... c'est le seul risque à prendre.

